



OBJET : Pontet 33 - Réfection et modification du gabarit de la toiture

Mandat d'ingénieur civil pour les phases 4.31 à 4.53 selon SIA 103

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

REFERENCE: MP_2020-11

Procédure ouverte à un tour

CAHIER DES CHARGES

TABLE DES MATIERES

1. APTITUDES / COMPÉTENCES REQUISES – TYPE DE CANDIDAT	4
2. INFORMATIONS GENERALES.....	5
3. CONDITIONS DE PARTICIPATION	7
4. EXIGENCES ADMINISTRATIVES DE LA PROCEDURE.....	11



DOCUMENTS REMIS À CHAQUE SOUMISSIONNAIRE : consultables et téléchargeables sur le site <http://www.simap.ch> ou par courrier ou courriel en format pdf.

Nr Annexe	Nom de l'annexe	Actions du soumissionnaire
B1	Dossier de l'offre	A nous retourner compléter avec les attestations (enveloppe séparée) et les Annexes P4, Q8+ et R9
	Cahier des charges des prestations d'ingénieur civil	A compléter
	Descriptif du projet avec photos	
	Audit énergétique	
	Audit cuisine de production	
	Planification du projet	
	Plan 1 ^{er} sous-sol bâtiment principal	
	Plan rez-de-chaussée bâtiment principal	
	Plan 1 ^{er} étage bâtiment principal	
	Plan 2 ^{ème} étage bâtiment principal	
	Plan coupe A-A bâtiment principal	
	Etiquette d'attestation	A apposer obligatoirement sur l'enveloppe contenant les attestations
	Conditions générales du contrat de mandat	A signer pour approbation
	Contrat type d'ingénieur civil	Pour information
	Etiquette de soumission	A apposer obligatoirement sur l'enveloppe contenant l'offre

AUTRES INFORMATIONS ACCESSIBLES SUR UN SITE INTERNET :

- www.simap.ch (page du canton de Genève : Loi cantonale sur les marchés publics et son règlement d'application)
- www.ge.ch (informations sur les services de l'Etat de Genève)
- www.sia.ch (règlements SIA pour les exigences, normes et directives de construction)



Planification de la procédure (sous toutes réserves)

Date de la publication officielle	Mercredi 8 avril 2020
Délai pour le dépôt des questions des candidats	Vendredi 17 avril 2020
Réponses de l'adjudicateur aux questions des candidats	Vendredi 24 avril 2020
Délai pour le dépôt des dossiers <i>(le cachet postal ne fait pas foi et voir les conditions fixées au § 3.1 ci-après dans le cadre de la gestion du confinement dû au covid-19)</i>	Lundi 18 mai 2020
Date de l'audition éventuelle	Jeudi 4 juin 2020 de 09h00 à 12h00
Date envisagée au plus tard pour la décision d'adjudication	Mi-juin 2020
Date envisagée pour la signature du contrat et le démarrage du mandat	Début juillet 2020 ou selon contrat



1. APTITUDES / COMPÉTENCES REQUISES – TYPE DE CANDIDAT

L'OCBA organise un appel d'offre en procédure ouverte à un tour pour le projet de la réfection / modification du gabarit de la toiture.

La procédure est ouverte aux bureaux d'ingénieurs civils établis en Suisse et pour autant qu'ils remplissent l'une des deux conditions suivantes en ce qui concerne au moins un de leur collaborateur :

- être porteur, à la date de dépôt de l'offre de la présente procédure, d'un diplôme des Ecoles Polytechniques Fédérales de Lausanne et de Zurich (EPF), des Hautes Ecoles Spécialisées (HES ou ETS) de l'Académie d'architecture de Mendrisio, ou d'un diplôme étranger bénéficiant de l'équivalence ;
- être inscrit, à la date de dépôt de l'offre de la présente procédure, dans un registre professionnel : Registre des architectes et ingénieurs A ou B du REG (Fondation suisse des registres des ingénieurs, des architectes et des techniciens), MPQ (Mandataires Professionnels Qualifiés) ou dans un registre équivalent.



2. INFORMATIONS GENERALES

2.1 Nom et adresse de l'adjudicateur

Département des Infrastructures (DI)
Office cantonal des bâtiments
16, bd Saint-Georges
Case postale 32
1211 Genève 8

2.2 Nature et importance du marché

2.2.1 Objet

Bâtiment Pontet 33.

2.2.2 Descriptif

Les travaux consistent en la réfection complète de la toiture et le changement de gabarit de cette dernière. Le choix du MO se porte sur une charpente en bois. L'enveloppe du bâtiment sera à traiter avec une mise en conformité complète selon les normes en vigueur accrues (THPE). En plus de ces travaux en lien direct avec le présent mandat, le MO réalisera des travaux de remise en conformité des installations.

Les installations techniques du bâtiment (CVSE) et les aspects sécurités devront impérativement être revus.

Les locaux du rez, occupé par une société de préparation de repas dont la capacité de production est de 3'000 à 4'500 repas/jours/7, ainsi que le sous-sol devront être entièrement assainis et mis en conformité, notamment en ce qui concerne les normes d'hygiène pour les cuisines industrielles.

La cuisine professionnelle est propriété de l'entreprise qui occupe les locaux. Un travail devra être entrepris avec l'utilisateur afin de déterminer la manière de conserver, modifier ou rénover cette cuisine. Cet aspect et la prise en charge financière n'est à ce jour pas arrêté.

Le bâtiment devra être entièrement dépollué.

L'hypothèse retenue par le MO consiste à démolir la toiture existante en bois et de la substituer par une nouvelle, non pas arquée mais plate afin d'augmenter les surfaces utiles au 1er étage. Dans ce contexte, l'ingénieur civil doit estimer les honoraires selon le cahier des charges des prestations, le montant des travaux annoncé ci-après et inclure les prestations suivantes :

- vérifier la sécurité parasismique du bâtiment existant.
- vérifier l'état et charges admissibles des dalles sur sous-sol et rez-de-chaussée. Par la suite vérifier selon le programme établi par le MO les éventuels travaux de rénovation permettant de satisfaire les besoins.
- définir le mode opératoire lors de la démolition de la toiture ainsi que la tenue et les éventuels renforts des murs périphériques.
- vérifier et définir les travaux sur les murs périphériques enterrés afin de résoudre les problèmes d'humidité/infiltrations.



- vérifier et définir les travaux nécessaires pour compléter les murs périphériques du 1^{er} étage permettant d'intégrer la nouvelle toiture plate.
- étudier et définir la nouvelle structure porteuse de la toiture afin de proposer l'option la plus avantageuse selon les contraintes existantes.

Davantage d'informations se trouvent dans le descriptif du projet et les rapports d'audits annexés.

Remarques : L'appel d'offre est accompagné d'audits préliminaires, qui donnent une vision des travaux à entreprendre. Les positions prises dans ces audits ne sauraient être un engagement pris sur les choix futurs.

2.2.3 Programme

Les travaux sont à réaliser en site inoccupé, les locataires devront quitter les locaux durant la durée des travaux. La planification devra être optimisée afin de limiter la durée de ces déménagements.

Les travaux pourront débuter dès le mois de septembre 2021 date à laquelle les théâtres auront déménagé provisoirement.

2.2.4 Situation foncière

Le bâtiment est propriété de l'Etat.

2.2.5 Coût estimé de l'opération

Le coût estimé de l'opération pour la rénovation de la toiture, la modification du gabarit et la mise en conformité du bâtiment est le suivant : CHF 4,685 mios HT.

Le montant des travaux donnant droit aux honoraires d'ingénieur civil est estimé à 30% des coûts susmentionnés, soit : **CHF 1'405'500.— HT.**

2.2.6 Prestations du mandataire

Selon prestations du cahier des charges annexé.

Les honoraires seront rémunérés au coût des travaux. Les candidats devront fournir la méthode de calcul avec les différents facteurs, ainsi que le tarif horaire.

2.2.7 Délais

Les délais suivants sont demandés :

Rénovation toiture : étude et appel d'offres, immédiats. Réalisation selon déménagement des théâtres, soit **dès septembre 2021.**

L'échéance des travaux doit impérativement être **d'ici fin mars 2023.**



3. CONDITIONS DE PARTICIPATION

3.1 Délai pour la remise des offres

Les offres doivent parvenir au plus tard à la date et à l'heure indiqués dans le calendrier de la page 3, ceci auprès du :

Département des Infrastructures - DI
Office cantonal des bâtiments (OCBA)

Par poste :

Case Postale 32, 1211 Genève 8

ou

En personne :

Saint-Georges Center

Boulevard Saint-Georges 16, 1205 Genève.

Horaires d'ouverture de la réception de l'OCBA du lundi au vendredi :

Matin : de 8h30 à 12h00

Après-midi : de 14h00 à 16h30

Durant la période de confinement dans le cadre des mesures prises dû au Covid-19, il est organisé une permanence pour le dépôt des dossiers (document affiché sur la vitre du guichet de la réception). La réception est ouverte du lundi au vendredi de 08h30 à 09h30. En dehors de ses heures et durant les heures indiquées ci-dessus, nous vous invitons à contacter la personne mentionnée dans le tableau suivant selon les jours de présence :

Jour	Nom Prénom	Téléphone
LUNDI	MULLER Nathalie	022 546 53 83
MARDI	AHMED YAHIA Soraya	022 546 62 09
MERCREDI	BINDSCHAEDLER Delphine	022 546 61 99
JEUDI	DE PASCALI Béatrice	022 546 53 78
VENDREDI	BOUGHANMI Monica	022 546 62 08

Il appartient au soumissionnaire de tout mettre en œuvre pour respecter cette échéance.

Dossier expédié par la poste : le candidat supportera à part entière les conséquences résultant d'un éventuel retard d'acheminement. En effet, tout dossier qui parviendra hors délai **sera rigoureusement refusé**, sans recours possible du concurrent.

3.2 Présentation de l'offre

Le soumissionnaire doit déposer son dossier en 2 exemplaires sous forme papier et 1 exemplaire sous format électronique. Tous les cartons et enveloppes contenant le dossier doivent être munis de l'étiquette remise en annexe.

Le candidat devra respecter strictement la forme et le contenu demandés par l'adjudicateur. Si un nombre de pages maximum est requis, l'adjudicateur ne prendra pas en considération les informations des pages surnuméraires. Une page A4 est considérée uniquement recto. Toutefois, si plusieurs pages A4 sont requises au maximum, le candidat peut les présenter recto-verso.

3.3 Recevabilité de l'offre

L'adjudicateur ne prendra en considération que les offres qui respectent les conditions de participation, à savoir les dossiers qui :

- sont arrivés dans le délai imposé, dans la forme et à l'adresse fixée ;
- sont validés par le paiement de l'émolument, le cas échéant ;
- proviennent d'un candidat dont le siège social se trouve en Suisse et dont au moins un collaborateur remplit les exigences du § 1 ;
- respectent les conditions de participation du présent document.

3.4 Inscription et demande du dossier

Le dossier est téléchargeable sur le site Internet SIMAP.CH.

3.5 Emolument d'inscription et/ou frais de dossier

L'adjudicateur n'a fixé aucun émolument d'inscription ni frais de dossier.

3.6 Motifs d'exclusion

Une fois la recevabilité du dossier vérifiée, l'adjudicateur procédera à une vérification plus approfondie sur les aspects suivants :

- le dossier est présenté dans une des langues exigées par l'adjudicateur ;
- le dossier est rempli complètement selon les indications de l'adjudicateur ;
- le dossier est signé et daté par la ou les personnes responsables de l'offre.

Outre les motifs de non-recevabilité de son dossier et s'il n'a pas été exclu de la procédure suite à la vérification des éléments ci-dessus, un candidat sera également exclu de la procédure s'il trompe ou cherche à tromper intentionnellement l'adjudicateur en déposant des documents faux ou erronés, en fournissant des informations caduques ou mensongères, en proposant des preuves falsifiées ou non certifiées officiellement et s'il a modifié les bases d'un document remis via un support électronique (disquette, CD-ROM, site internet, etc.) ou sous forme papier.

Pour le surplus, d'autres motifs d'exclusion figurant dans la législation cantonale ou qui ont été admis dans le cadre d'une commission consultative extra-parlementaire, peuvent être invoqués par l'adjudicateur.

3.7 Conflit d'intérêt

Aucun candidat, membre, associé ou sous-traitant ne doit se trouver en situation de conflit d'intérêt avec des membres du comité d'évaluation. Un conflit d'intérêt est déterminé notamment par le fait qu'un bureau ou un collaborateur, ainsi qu'un associé est en relation d'affaire ou possède un lien de parenté avec un des membres du comité d'évaluation.

3.8 Incompatibilité

Liste des personnes, entreprises ou bureaux pré-impliqués qui sont autorisés à participer à la procédure :

- Aucun.

Liste des personnes, entreprises ou bureaux pré-impliqués qui ne sont pas autorisés à participer à la procédure, selon les conditions précitées :

- Vallat Partenaires SA, conseils pour l'organisation de l'appel d'offres.

Toute personne et bureau pré-impliqués dans le cadre de ce projet, sont informés qu'ils possèdent un devoir de réserve et de confidentialité sur les informations qu'ils détiennent. Ils ne peuvent donc transmettre ces informations à des bureaux tiers sans en informer l'organisateur de la procédure. Ils peuvent être sollicités à soutenir le maître de l'ouvrage ou l'organisateur de la procédure pour les réponses aux questions des concurrents.

Pendant la procédure, le fait qu'un candidat ait pu obtenir une information ou un document de manière privilégiée par rapport aux autres candidats, représente une violation grave du principe de l'égalité de traitement et entraîne son exclusion immédiate de la procédure. L'adjudicateur se réserve le droit de déposer une requête en dommages et intérêts à l'encontre du bureau qui a nui à l'efficacité de la mise en concurrence ou que cela a apporté un préjudice important pour le Maître de l'ouvrage, notamment de devoir renouveler l'appel d'offres.

3.9 Nombre d'offres

Pour un marché déterminé, un mandataire, un bureau ou une société ne peut déposer qu'une offre en qualité de candidat ou membre associé ou sous-traitant d'un groupe candidat, sauf exception prévue dans la publication officielle. Les bureaux portant la même raison sociale et dont l'activité est identique, même issus de cantons différents, ne pourront inscrire qu'un seul bureau, succursale ou filiale. Les bureaux ne portant pas la même raison sociale, mais dont l'activité est identique et dont l'affiliation commerciale, juridique et décisionnelle peut être prouvée, ne pourront inscrire qu'un seul bureau, succursale ou filiale.

Dans ce dernier cas, l'adjudicateur peut demander au candidat concerné des preuves de son indépendance commerciale, juridique et décisionnelle vis-à-vis d'autres candidats portant ou non la même raison sociale.

Le non-respect de cette condition entraînera l'exclusion de l'offre.

3.10 Association de bureaux

L'association de bureaux n'est pas admise. Le non-respect de cette condition entraînera l'exclusion de l'offre.

3.11 Sous-traitance

La sous-traitance n'est pas admise. Le non-respect de cette condition entraînera l'exclusion de l'offre.



3.12 Langue officielle de la procédure et pour l'exécution du marché

La langue officielle acceptée est le **français**.

3.13 Devise monétaire applicable

La devise monétaire officielle acceptée pendant la durée de la procédure et pour l'exécution du marché est le **Franc suisse (CHF)**.

3.14 Propriété et confidentialité des documents et informations

Tous les documents et études déposés par le candidat sont de la propriété exclusive de l'adjudicateur. Il en va de même pour les documents des candidats qui ont été indemnisés pour leur prestation. Lors du dépôt de son dossier, il appartient au candidat d'indiquer les pièces qu'il considère comme confidentielles.

3.15 Durée de validité de l'offre

La durée de validité de l'offre est jusqu'au 31 décembre 2021. Une fois le contrat signé, ce sont ses conditions qui font foi.

Une offre déposée est considérée comme définitive et ferme.

3.16 Variante d'offre

Les variantes d'offre ne sont pas admises et ne seront donc pas prises en considération pour l'évaluation multicritères et lors de la décision d'adjudication.

3.17 Indemnisation

L'élaboration du dossier ne donne droit à aucune indemnité.

3.18 Marché divisé en lots

L'adjudicateur n'a pas prévu de diviser le marché. Toutefois, le maître d'ouvrage se réserve le droit de réaliser les prestations par étapes.

3.19 Offre partielle

Les offres partielles ne sont pas acceptées. Le cas échéant, l'offre sera exclue.

3.20 Taxe sur la valeur ajoutée

En l'absence de toute information, les montants sont considérés toutes taxes comprises (TTC). Le soumissionnaire a l'obligation d'indiquer le taux TVA qu'il applique pour le marché. Il est rappelé que l'adjudicateur vérifie le degré d'ouverture du marché à la concurrence par rapport à des valeurs-seuils hors TVA.



4. EXIGENCES ADMINISTRATIVES DE LA PROCEDURE

4.1 Bases légales

La procédure est soumise à :

- la Loi fédérale sur la concurrence déloyale (LCD) du 19.12.86 ;
- la Loi fédérale sur le marché intérieur (LMI) du 06.10.95 ;
- l'accord intercantonal sur les marchés publics (AIMP) du 25.11.94, révisé le 15.03.01 ;
- la Loi cantonale d'adhésion à l'accord intercantonal sur les marchés publics (L 6 05.0) ;
- le règlement sur la passation des marchés publics, du 17 décembre 2007 (L 6 05.01).

Les textes légaux peuvent être obtenus auprès de la Chancellerie d'Etat ou téléchargés sur le site Internet SIMAP.CH.

4.2 Engagements de l'adjudicateur

L'adjudicateur s'engage auprès des candidats à :

- traiter de manière confidentielle toutes les informations et documents portés à sa connaissance durant la procédure ; font exception les renseignements qui doivent être publiés lors de et après l'adjudication ou impérativement communiqués aux soumissionnaires qui ne sont pas adjudicataires, ceci sur ordre de l'autorité judiciaire ;
- interdire l'accès aux documents et informations par des tiers ou toutes personnes externes à la procédure, sans le consentement du candidat ;
- organiser la procédure avec un esprit d'équité, d'impartialité et de loyauté ;
- assurer la transparence de la procédure ;
- garantir un déroulement optimal de la procédure.

4.3 Délais pour les questions

Les questions éventuelles doivent parvenir au plus tard à la date indiquée dans le calendrier de la page 3.

- ☒ www.simap.ch / lien « Télécharger les documents » dans la colonne de droite "options" de la page des résultats de recherches des marchés publics. Entrer code d'accès et aller sur l'onglet "questions sur l'appel d'offres" puis aller sur "poser une question"

L'adjudicateur répondra uniquement aux questions arrivées dans le délai fixé. Il se réserve le droit de refuser de répondre aux questions sans rapport avec le marché mis en concurrence. Il ne traitera aucune demande par téléphone. Les questions doivent être précises et concises, avec référence à un chapitre et/ou à un document remis par l'adjudicateur. Il répondra aux questions, dans un délai raisonnable, sur le site www.simap.ch.



4.4 Séance d'information et/ou visite du site d'exécution

Aucune séance d'information et/ou visite du site d'exécution n'est envisagée durant la procédure d'appel d'offres.

4.5 Ouverture des offres

L'adjudicateur ne procédera pas à une ouverture publique des dossiers de candidature. L'ouverture des dossiers d'appel d'offres est un acte formel de réception qui est sujet à une vérification plus approfondie par la suite.

4.6 Audition des candidats

Une audition des candidats sera éventuellement organisée à la date indiquée dans le calendrier de la page 3.

4.7 Critères d'adjudication

Les critères d'adjudication sont les suivants :

1. PERSONNES-CLÉS *	30 %
<ul style="list-style-type: none">Qualifications et expériences des personnes-clés désignées pour l'exécution du marché (annexe R9)	
2. MONTANT DES HONORAIRES	25 %
<ul style="list-style-type: none">Offre d'honoraires (cahier des charges des prestations 31 à 53)	
3. ORGANISATION DU CANDIDAT *	20 %
<ul style="list-style-type: none">Capacité du bureau à assumer le mandat (annexe P4) – 5%Planification du mandat – 5%Compréhension de la problématique – 10%	
4. RÉFÉRENCES DU BUREAU	15 %
<ul style="list-style-type: none">Qualité et adéquation des références du bureau (annexe Q8)	
5. TEMPS CONSACRÉ POUR L'EXÉCUTION DU MARCHÉ	10 %
<ul style="list-style-type: none">Nombre d'heures nécessaires pour exécuter le marché (cahier des charges des prestations 31 à 53)	

* *Critère éliminatoire si la note obtenue est inférieure à 2,5 sur 5 (cf. § 4.17).*

4.8 Evaluation des offres

L'évaluation des offres se basera exclusivement sur les indications fournies par les candidats et sur les informations demandées par l'adjudicateur. L'évaluation ne se base que sur des critères annoncés aux candidats préalablement.

4.9 Barème des notes

Le barème des notes est de 0 à 5 (0 constituant la plus mauvaise note et 5 la meilleure note). Le fait qu'un candidat reçoive la note 0 ne signifie pas que le candidat soit mauvais. Cela peut définir une note attribuée soit à un candidat qui n'a pas fourni l'information demandée par rapport à un critère annoncé, soit à un candidat dont le contenu du dossier ou de l'offre ne correspond pas du tout aux attentes de l'adjudicateur par rapport au marché à exécuter. Cela peut également signifier que par comparaison avec les autres candidats, ce candidat est jugé moins bon sur certains aspects. La note peut être précise à la demi-note pour les critères qualitatifs (par exemple : 3.5) et jusqu'au centième de note (par exemple : 3.46) pour le prix.

A part les éventuels sous-critères, l'adjudicateur n'a pas l'obligation de noter les éléments d'appréciation.

4.10 Notation du prix

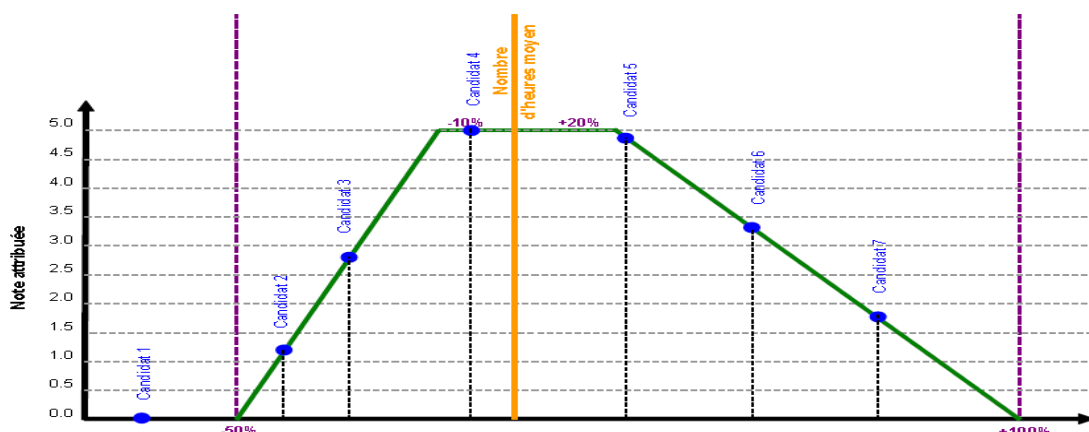
La notation du prix se fera selon la méthode dite « linéaire » suivante :

Note du candidat (arrondie au dixième) =

$$5.0 - (H \text{ offerts} - H \text{ min.}) / (H \text{ moyen} - H \text{ min.})$$
H offerts : montant des honoraires offerts en francs
H min. : montant des honoraires offerts selon l'offre la plus basse reçue
H. moyen : moyenne des honoraires offerts (avec ou sans évacuation des montants extrêmes) ou montant des honoraires de références calculés sur la base du taux horaire moyen défini par le Maître d'ouvrage.
Si le nombre d'offres est égal ou supérieur à 5, la moyenne des honoraires sera prise en considération. Si le nombre d'offres reçues est inférieur à 5, le montant de référence calculé par le MO sera pris en considération.

4.11 Notation du temps consacré pour l'exécution du marché

La notation du temps consacré pour l'exécution du marché se fera selon la méthode **T4 du Guide romand** :



En tenant compte de la moyenne des heures ou des jours proposés par les candidats pour exécuter le marché. Plus le candidat s'éloigne de la valeur moyenne, plus il sera mal noté. L'adjudicateur fixe de part et d'autre de la moyenne un pourcentage, à savoir -10 à +20%, à partir duquel le nombre d'heures ou jours proposé par un soumissionnaire recevra une note dégressive.

La note 0 est attribuée à un nombre d'heures ou de jours qui est au-delà d'un certain pourcentage, à savoir -50% à +100%, de part et d'autre de la moyenne. Le nombre d'heures moyen peut être estimé par l'adjudicateur si le nombre d'offres déposées est < 5.

4.12 Comité d'évaluation

Pour toute la procédure, l'adjudicateur a décidé de mettre en place un comité d'évaluation, il est composé des membres suivants :

Nom / prénom	Société / Fonction /profession	Suppléant
M. Bernard Wenger	DI, office des bâtiments, Chef de projets	M. Xavier Chéron
Mme Natacha Berger	DI, service achat et contractualisation	Mme Frédérique Gency
M. Patrick Vallat	Architecte et économiste Vallat Partenaires SA	Mme Viviane Aeby
M. Frédéric Flück	Ingénieur civil FLK Ingénieurs civils SA	

4.13 Modifications de l'offre

Un dossier déposé ne peut pas être modifié ou complété après le délai de dépôt fixé par l'adjudicateur. A l'échéance dudit délai, un candidat ne peut donc plus corriger ou faire corriger des documents transmis à l'adjudicateur. Demeurent réservés les cas dans lesquels la possibilité de procéder à des corrections déterminées est donnée dans une même mesure à tous les candidats.

4.14 Décision d'adjudication

La décision d'adjudication sera notifiée par écrit, sommairement motivée, aux candidats qui auront participé à la procédure et dont le dossier est recevable.

Chaque candidat recevra un tableau d'analyse multicritères qui indiquera les résultats de tous les candidats.

4.15 Renseignements relatifs à la décision d'adjudication

Dès réception de la décision qui le concerne, tout candidat qui n'est pas adjudicataire peut solliciter un entretien avec l'adjudicateur ou son représentant, en vue d'obtenir des éclaircissements sur la manière dont les notes lui ont été attribuées et sur les appréciations qui ont été émises sur son dossier. Il ne pourra pas obtenir des informations sur les autres dossiers de candidature et les éléments d'appréciation de ceux-ci. Cet entretien sera organisé de manière à sauvegarder les droits du candidat qui a l'intention de déposer un recours.

4.16 Voies de recours

Le candidat est informé que les décisions suivantes sont sujettes à recours :

- l'appel d'offres (à compter de la date de la publication) ;
- la décision d'exclusion (à compter de la date de sa notification) ;
- la décision d'interruption de la procédure (à compter de la date de sa notification) ;
- la décision de répétition ou de renouvellement de la procédure (à compter de la date de publication ou du lancement de la nouvelle procédure) ;
- la décision d'adjudication (à compter de la date de sa notification) ;
- la décision de révocation de la décision d'adjudication (à compter de la date de sa notification) ;
- la décision de sanction administrative (à compter de la date de sa notification).

Le recours doit être interjeté devant la Chambre administrative de la Cour de Justice genevoise, Case postale 1956, 1211 Genève 1, dans un délai de 10 jours dès la notification de la décision. Les fêtes judiciaires ne s'appliquent pas.

Le recours n'a pas d'effet suspensif, sauf s'il est accordé, ou sur demande du candidat, par l'autorité de recours.

Le mémoire de recours doit contenir un exposé concis des faits, des motifs et moyens de preuve, ainsi que l'énoncé des conclusions. La décision attaquée et les documents servant de moyens de preuve en possession du recourant sont joints au mémoire. Le mémoire est daté et signé par le recourant ou par son mandataire.

4.17 Signature du contrat suite à la décision d'adjudication

Du point de vue juridique, les contrats conclus suite à la décision d'adjudication se baseront sur les cahiers des charges et sur les propositions d'optimisation, le cas échéant, des candidats lors de l'appel d'offres. Ce qui signifie que les documents d'appel d'offres sont destinés en premier lieu à l'évaluation et à la comparaison des offres pour adjudication; le contrat final seul faisant foi.

Le montant de l'adjudication ne représente pas un engagement contractuel, tout comme une décision d'adjudication n'engage pas l'adjudicateur à signer un contrat si des conditions d'exécution ne sont plus réunies.

Le contrat sera établi conformément aux modèles de contrat de mandat et aux conditions générales du contrat de mandat de l'OCBA. Subsidiairement les clauses du règlement SIA 103 sont applicables.

Le Maître de l'ouvrage se réserve la possibilité de signer un contrat à forfait.